



S0232/04

Conférence annuelle de l'Institut d'Etudes de Sécurité de l'Union européenne

**Discours du Haut Représentant de l'Union européenne pour la
Politique étrangère et de sécurité commune,
Javier Solana**

Paris, 9-10 septembre 2004

* * * * *

Annual Conference of the Institute for Security Studies of the European Union

**Speech by the European Union High Representative
for the Common Foreign and Security Policy
Javier Solana**

Paris, 9-10 September 2004

Mesdames, Messieurs, chers amis,

La conférence annuelle de l'Institut est devenue le rendez-vous avec l'ensemble de la communauté stratégique que vous représentez ici. Je suis donc une fois de plus très heureux de cette opportunité de dialogue et d'échange.

Les cinq dernières années marquent un tournant dans l'histoire de l'Union. L'Institut vient de publier un ouvrage qui fera référence à cet égard. Sans entrer dans les détails, je voudrais devant vous revenir sur quelques points majeurs avant de réfléchir aux défis qui attendent l'Union des 25.

Premier point : nous avons accordé depuis 1999 autant de priorité aux questions institutionnelles qu'aux capacités concrètes. L'Union possède désormais toutes les structures nécessaires pour décider et agir effectivement sur son environnement international. Elle aura même bientôt son Ministre des affaires étrangères. Tout cela n'existait pas il y a cinq ans. Parallèlement, des capacités opérationnelles, civiles et militaires ont été développées. A ce titre, le bilan 2004 est particulièrement positif : création de l'Agence de l'armement et des groupes de combat; définition d'un nouveau headline goal; lancement des travaux sur la cellule de planification civilo-militaire et sur un centre d'opérations.

Second point : l'Union est passée très vite de la rhétorique à la pratique. J'ai moi-même été, dès ma nomination, un instrument au service de la PESC, ne ménageant aucun effort. En décembre 2002, le Conseil européen de Laeken a déclaré l'Union opérationnelle. Depuis, quatre missions civiles et militaires ont été remplies avec succès : trois dans les Balkans et une en Afrique. Une mission "Etat de droit" vient d'être lancée en Géorgie. Une sixième opération, sous Berlin Plus, est en cours de préparation : il s'agit de la mission ALTHEA en Bosnie et qui sera forte de plus de 7000 hommes. Une septième mérite d'être mentionnée avec l'envoi d'une dizaine d'observateurs militaires au Darfur, chargés d'apporter l'expertise nécessaire au lancement de la première opération d'envergure de l'Union africaine.

Troisième évolution à noter : les efforts consentis pour mieux appréhender et traiter la relation entre sécurité extérieure et sécurité intérieure. Demain marquera le troisième anniversaire de la tragédie du 11 septembre. Depuis, le mandat d'arrêt européen a été créé; la clause de solidarité est désormais inscrite dans le projet de Traité constitutionnel; un coordinateur pour la lutte anti-terroriste a été nommée sous ma responsabilité; une cellule de renseignement a vu le jour au sein même du Secrétariat général du Conseil.

Dernière évolution capitale que je voudrais souligner : la stratégie de sécurité de l'Union européenne. Son adoption représente à mes yeux l'accomplissement majeur de ces cinq premières années de PESC. En 1999, nous avons commencé à construire ce qui n'existait pas. Fin 2003, la stratégie européenne de sécurité a permis d'inscrire chacune des étapes franchies que je viens de résumer rapidement dans une seule et même approche stratégique globale. Il y a cinq ans, personne n'aurait osé parier sur telle entreprise. La PESC et la PESD sont une vraie *success story*. Elles doivent le rester. Les attentes de la part de nos propres opinions sont fortes. Dans de nombreuses régions du monde, le modèle européen fait référence. Dans de nombreuses crises, la demande d'Europe est pressante.

A ce propos, devant une assemblée telle que la vôtre, dont la fonction première est de réfléchir aux évolutions du monde, il me semble que le grand sujet de réflexion qui devrait nous mobiliser tous concerne la relation entre mondialisation économique et sécurité internationale.

Permettez-moi de vous livrer très directement quelques unes de mes interrogations sur les relations nouvelles et complexes qui existent entre mondialisation économique et sécurité internationale.

Nous avons tous l'intuition que des relations de cause à effet existent entre ces deux phénomènes. Je ne citerai que quelques aspects :

Une mondialisation mal régulée, inégale et brutale est sans doute l'un des ferments de la montée en puissance du terrorisme. En retour, le terrorisme sait se nourrir des frustrations qu'un partage inéquitable des richesses peut engendrer.

Face à des économies toujours plus ouvertes, il est bien sûr aussi capable d'affecter les fondements mêmes de la croissance mondiale en s'attaquant par exemple à nos infrastructures de transport ou d'approvisionnement en matières premières. Quelles parades voulons-nous opposer à cela ?

Certains paradoxes sont également frappants :

La menace globale a disparu. Or le niveau de violence collective est en croissance régulière. Des parties entières de la planète sont en voie de tribalisation massive.

Les démocraties sont les maîtres d'oeuvre de la globalisation. Mais elles ont en même temps de plus en plus de difficultés à gérer les crises et les grandes fractures stratégiques de la planète. Certains conflits régionaux résistent à tout, et d'autres prolifèrent sur le compte des démocraties.

Alors que les grandes idéologies totalitaires sont en reflux partout, le niveau de démocratisation de la planète n'est pas pour autant en augmentation. Nos sociétés sont de plus en plus transparentes et ouvertes. Mais le niveau de radicalisation culturelle et religieuse est en progression.

Ces paradoxes dessinent un état du monde à la fois insatisfaisant et inquiétant. Il n'y a de ma part aucun pessimisme. Il y a simplement une lucidité franche qui m'amène à considérer que le nouveau monde dans lequel va évoluer l'Union n'est ni juste, ni stable, ni sûr.

Autrement dit, au moment même où la PESC et la PESD sont en passe de conforter les acquis de ces cinq dernières années, les défis deviennent plus grands et plus complexes encore. L'enjeu est évident : pour poursuivre et faire face, il nous faudra aussi surmonter certaines faiblesses. Nous connaissons les principales : le manque de flexibilité, des dépenses trop insuffisantes ou trop éparpillées entre autres. Je ne veux pas m'étendre. Vous connaissez chacun ma position sur le développement fondamental des capacités.

Permettez-moi d'insister néanmoins sur un point que je crois crucial à ce tournant de siècle : sans unité, tous nos efforts seront vains. L'Europe a trop souffert l'année dernière de la détérioration du climat de confiance qui doit la caractériser. Sans volonté commune et confiance mutuelle, l'affirmation d'une identité européenne sur le plan stratégique mondial sera menacée.

La faiblesse collective de l'Union ne tient qu'à la faiblesse individuelle de ses Etats-membres. Plus que jamais, l'Europe, nouvel acteur global, doit donc promouvoir une approche commune globale de la sécurité internationale. Elle doit promouvoir une approche intégrée.

En effet, toutes les approches sectorielles ont marqué leurs limites :

- l'approche stratégique traditionnelle, fondée sur le primat des rapports de force et la valorisation de la puissance militaire,
- l'approche mercantiliste traditionnelle, fondée sur l'efficacité supposée des échanges économiques pour promouvoir la paix, l'interdépendance et le respect entre les peuples,
- l'approche idéologique ou culturelle, parce qu'en supposant une opposition de principe entre un bien et un mal, entre telle ou telle civilisation, elle renforce plutôt qu'elle n'apaise les affrontements.

Pour cette raison, nous avons besoin encore une fois de développer une approche intégrée. Aussi souhaiterais-je que cette réflexion sur la mondialisation et la sécurité vous mobilise aussi, vous la communauté des "think tanks". Le débat stratégique a besoin de réflexions nouvelles et surtout de réflexions européennes. Et cela avec l'objectif de mieux affronter les défis du monde d'aujourd'hui. Permettez-moi de les identifier rapidement.

Our common task is to address today's security challenges. I will not catalogue all these challenges. But let me stress some of the priorities for the EU:

The impact of the Israeli-Arab conflict, the continuing instability in Iraq, and our relations with the countries of the Mediterranean will be on top of our agenda. The Road Map faces major difficulties on both the Israeli and the Palestinian sides. Nevertheless, any viable solution to the conflict will have to include all the parameters stated in the Roadmap. We need action on this basis.

As far as Iraq is concerned, we are currently assessing what we, as the EU, can realistically achieve beyond our current efforts. We may have the chance to discuss this during our debate this morning.

In the wider Mediterranean region, next year we celebrate the 10th anniversary of the Barcelona process. It remains a success story. Could we imagine such a cooperation, in so many fields with our Mediterranean partners, without this instrument? The answer is objectively negative. Of course, we should try to be more ambitious. That is the reason why I have given clear instructions to have a frank assessment of what has been achieved and where we, the EU and the partners, have failed.

The EU has a special responsibility for the Balkans. In a sense, the CFSP and the ESDP were born in the region. Today, the Western Balkans is being steadily brought into the European mainstream. Five years of the Stabilisation and Association Process have produced sufficient progress to validate the overall policy approach, but clearly not enough to allow for complacency. What is now required, first and foremost, is the determination and staying power to build on the progress achieved and to bring the business to a successful conclusion.

In the EU neighbourhood, and notably in the South Caucasus, the purpose is clear. The Beslan tragedy is a European tragedy. Efficient dialogue and partnership with Russia is more than ever crucial. We must help establish a ring of well governed countries to the East of the EU and on the borders of the Mediterranean with whom we can enjoy close and cooperative relations.

In Africa, momentum is building for the international community to do more to promote peace and security on the continent. African nations are undertaking increased efforts to resolve conflicts. They are setting up their own security structures at continental level such as the African Union. The EU has to respond to this. Both the Great Lakes and the Darfur regions call therefore for continued international action.

Global threats will remain of course. We must maintain a multi-dimensional approach to the fight against terrorism. Preventing terrorism also means preventing whole countries to collapse. Terrorism is not a Middle-Eastern product by definition, but we all know that this region contains too many seeds for this terrible violence, which has also sadly already hit some members of the EU. And last but not least, while the fight against terrorism requires strong action, this must remain within the bounds of national and international law. That is not only an ethical imperative, but also a question of credibility and long-term efficacy.

As regards proliferation, special attention will continue to be given to Iran. It is a crucial question for the security of the whole region and, accordingly, also for the security of Europe itself. The EU has worked very hard to strengthen the controls and relevance of the IAEA with regard to proliferation. Other countries are also sources of concerns. Adherence to weapons-control regimes is essential. We must continue to support the extension of these regimes. I have appointed a Personal Representative to this effect.

The challenge of proliferation is a good example of the methods and principles that we Europeans try to promote in the management of international security. Our security and prosperity increasingly depend on an effective multilateral system. The UN lies at the heart of this system. As a matter of fact, cooperation with the UN has been at the heart of the development of the European Security and Defence Policy from the outset.

Partnerships with key actors constitute another major line of action for the EU. First and foremost, the Transatlantic partnership is irreplaceable. There is no doubt in my mind that, when we act together, America and the Union are the greatest force for international peace and stability. The US needs the EU. The EU is the only global partner available to the US and vice versa. This means that we need each other. Recent events demonstrate this. Partnership implies mutual respect, fair burden-sharing, common analysis and definition of measures. But it is only if the Europeans work together and strengthen the European Union that the European side of the equation works out. It is our task for us to get our act together. But if we act together, the US will take heed and listen.

As a global actor the EU maintains close links across the globe. The strategy specifically identifies Russia, Japan, China, Canada and India as countries with which we should develop strategic partnerships.

To successfully make use of all its instruments and to build effective partnerships, the EU needs to be able to act in a more coherent manner. The recently adopted Constitution seeks to give an answer to this demand. This has been done first and foremost through the creation of a Minister for Foreign Affairs.

As you know, the Minister will preside over the Council for External Relations and will be one of the Vice-Presidents of the Commission. In fulfilling his mandate, he will be assisted by a European External Action Service.

These are important challenges. I have the responsibility of preparing proposals for the implementation of all these aspects of the Constitution. A new culture of cooperation between Member States, the Commission and myself, as future Minister, is required if we are to live up to the expectations of our citizens. I will do my best to establish it in the coming year with President Barroso.

The challenges we face will not wait patiently until we have decided to act. I am convinced that the European Union will succeed because it cannot afford to fail.

Thank you very much.
